

Structure de clan et structure de classe en Corse

Francis Pomponi

Citer ce document / Cite this document :

Pomponi Francis. Structure de clan et structure de classe en Corse. In: Cahiers de la Méditerranée, hors série n°3, 1978. Le concept de classe dans l'analyse des sociétés méditerranéennes XVIe-XXe siècles. Actes des journées d'études Bendor, 5, 6 et 7 mai 1977. pp. 143-157;

doi : <https://doi.org/10.3406/camed.1978.1517>

https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1978_hos_3_1_1517

Fichier pdf généré le 23/03/2022

STRUCTURE DE CLAN ET STRUCTURE DE CLASSE EN CORSE

Nous pouvons affirmer d'emblée que les deux aspects loin d'être contradictoires s'imbriquent parfaitement l'un dans l'autre. Le clivage entre clients et patrons, sequaci et capi, reposait généralement sur des différences de fortune découlant elles-mêmes de la place occupée par rapport à la possession des moyens de production. Le chef, est toujours un uomo di comodita pour reprendre l'expression déjà employée par Giovanni della Grossa. Les meneurs de jeu appartiennent à la classe des principali, notables ruraux pour la plupart, capables d'attirer dans leur orbite une clique clientélale. Les modifications relevées d'une période à l'autre, les changements du "profil" du capo di partito se confondent avec les mutations survenues au sein de la classe dominante.

C'est vrai par exemple pour ce qui est de l'affirmation au XVIIIe siècle d'une bourgeoisie éclairée qui a fait sa percée au sein de l'ensemble des propriétaires fonciers jouissant d'une certaine aisance. Les luttes factionnelles et le bipartisme généralisé qui pourraient donner l'impression de fragilité d'une domination de classe peuvent très bien être considérés comme la contrepartie destinée en fait sinon intentionnellement à maintenir le statu quo social en canalisant les tensions qui risqueraient de le compromettre.

Cette communication constitue la conclusion d'une étude parue dans Pieve e Paesi, Communautés rurales Corses, publication C.N.R.S., Paris, 1978.

DU FEODALISME AU CAPITALISME

En amont se pose essentiellement le problème du passage du féodalisme au capitalisme. Remarquons que dès l'époque médiévale on a déjà en place en Corse le modèle du chef de clan dont le pouvoir ne doit rien directement au système féodal et que jusqu'à l'époque contemporaine on peut hésiter à parler de capitalisme à propos de cette bourgeoisie rurale qui ne vise point systématiquement à l'accumulation du capital, à moins de prendre en considération, comme le fait Bourdieu pour les sociétés maghrébines (1), la notion de "capital symbolique" dans lequel les notables ont de tout temps investi beaucoup de leurs efforts et de leurs moyens. Reste que la Corse a connu le mode de production féodal reposant sur la structure seigneuriale avec l'arsenal habituel du monopole de l'exercice de la justice et de la banalité, le prélèvement de taxes et de portions de récoltes sur des vassaux. Le fait que les plus grands seigneurs eux-mêmes aient pu avoir un comportement clanique et que leur puissance reposait sur la force du lignage, du "clan familial", n'y change rien. Nous avons d'ailleurs été amené à faire la distinction entre le champ étroit de la clientèle et celui plus vaste de la vassalité.

En Corse comme ailleurs, la domination de classe eut pour corollaire la lutte de classe qui se manifesta sous la forme des révoltes anti-seigneuriales sur la base du regroupement des solidarités "horizontales". On a voulu minimiser cet aspect au vu précisément de l'importance des solidarités verticales et familiales pour la période médiévale. J. Heers s'y est employé non sans virulence à l'égard de l'interprétation marxiste des révoltes populaires au Moyen Age, en Italie notamment. Nous-même avons fait ici une place au réflexe populaire qui consiste à chercher des chefs protecteurs et à les suivre "comme les brebis suivent les bédouins". Il n'en reste pas moins vrai que si l'on considère les grandes périodes de crise, celle du milieu du XIVe siècle notamment qui s'intègre dans "les grandes vagues révolutionnaires" suivant l'expression de M. Mollat et de P. Wolff (2), on est bel et bien en présence en Corse d'un vaste mouvement populaire qui se dresse contre l'oppression féodale et qui aboutit à la généralisation du système de gouvernement a popolo e a commune pour l'ensemble des populations du Deçà des Monts qui réussirent ainsi à rejeter la domination des féodaux. Le texte de Giovanni della Grossa est parfaitement explicite et la distinction qui s'établit dès lors entre la Terra di Comune et la Terra dei Signori repose bien sur une différence du mode de production dans les deux zones, même si l'emprise seigneuriale ne fut pas totale dans le Delà des Monts. Les révoltes anti-féodales se retrouvent en Corse du Sud jusqu'au XVIIe siècle où on vit les populations des fiefs d'Ornano et de Bozzi se soulever en masse contre les seigneurs qui les opprimaient. Ce qui est plus discutable pour le Moyen-Age, c'est que les révoltes popu-

lares du XIVe siècle soient allées de pair avec l'affirmation d'une bourgeoisie rurale qui résulterait de l'avènement d'un nouveau mode de production lié à l'ouverture de l'économie de marché. Les caporaux ne nous semblent point représentatifs de cette "nouvelle" classe et il est abusif à notre sens de vouloir comparer la situation insulaire à celle des campagnes flamandes où les révoltes anti-féodales peuvent s'expliquer par le rôle moteur d'une minorité enrichie suivant le mode de production capitaliste dans un contexte d'expansion économique. La répartition géographique des casate de caporaux ne confirme pas l'hypothèse (on n'en trouve point dans le Cap Corse, le secteur le plus "avancé" à l'époque de l'économie insulaire) et leur supériorité de fortune par rapport au peuple peut plus simplement s'expliquer par le mécanisme des aléas familiaux et successoraux. C'est au point où nous pouvons tenir compte des avertissements de J. Heers sur les risques d'un schématisme théorique. Il est vrai que le manque de sources pour la période empêche de trancher définitivement sur ce point.

Quant à la pression populaire de caractère anti-notable, elle est manifeste en Corse dès le Moyen-Age et surtout au coeur du XVe siècle lorsque les membres des différentes communautés au sein de l'ensemble Di Balagna a Coasina unirent leurs efforts pour se libérer de l'oppression des Caporaux. Même si les popolani "issus du peuple" qu'ils se donnèrent pour chefs devinrent eux-mêmes des tyranneaux, cela n'enlève rien au caractère largement populaire du mouvement qui remet en cause le glissement de l'autorité clanique vers la tyrannie.

Tout au long de l'époque moderne et au-delà, nous avons mis l'accent sur le fait que les notables ruraux n'attachaient pas, à la différence de leurs homologues du continent, une importance exclusive à la consolidation de leur patrimoine et qu'ils pouvaient laisser "manger" leurs terres par leurs parenti e aderenti. Il n'empêche que, plus lentement qu'ailleurs sans doute, le processus de différenciation économique-sociale lié à la montée de l'individualisme agraire a également joué en Corse et que l'écart de fortune entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Alors, avec les principali on a affaire à l'avènement d'une bourgeoisie rurale et les contradictions de classe se sont progressivement affirmées au sein de la société villageoise à propos notamment de la remise en question des servitudes communautaires. Très tôt les usages traditionnels et collectifs en matière de libre parcours ou de vaine pâture se trouvèrent compromis par la tendance croissante à enclore les champs, à mettre les propriétés en confina et à tirer profit de pacages privés par le paiement de l'erbatico, tout cela évidemment étant encouragé par la législation étatique.

Il ne faut point par ailleurs avoir une vision trop idyllique des rapports entretenus par les notables avec ceux qui travaillaient leurs terres et gardaient leurs troupeaux. Tous les bergers, colons, fermiers,

lavoratori ou zappaioli ne faisaient point partie de la maisonnée du propriétaire et nombre d'entre eux étaient victimes d'un dur régime d'exploitation. On peut citer l'attitude bienveillante des Matra à l'égard des bergers qui faisaient paître sur leurs terres, mais on a aussi la trace de plaintes émanant de bergers concernant le prix qu'on leur demande pour les pacages. Il y a aussi les autres, ceux qui se situent en dehors des réseaux claniques et qui ne participent pas à la gestion des biens des notables ; ce sont les villageois vivant modestement del suo comme petits propriétaires et qui périodiquement sont menacés de ne plus pouvoir joindre les deux bouts. Ceux-là sont régulièrement en butte à l'exploitation du notable local auxquels ils font régulièrement appel pour qu'il subviene à leurs besoins immédiats. Les ceppi de notaire mettent pleinement en lumière les activités usuraires des principali ; les registres du XVIIe et du XVIIIe siècle sont remplis d'actes de prêts de consommation et de constitutions de rente qui contribuèrent à l'enrichissement de la classe aisée de la population qui disposait d'un roulement d'argent et de surplus de récolte leur permettant de faire fructifier leur capital. Bien sûr, ils étaient moins à l'aise et moins bien placés -en particulier en raison de la situation coloniale imposée par Gênes- pour tirer un grand parti des revenus de leurs terres par la voie de la commercialisation et on pensera que cette forme d'exploitation reposant sur la rente foncière est bien archaïque, mais elle suffit à engendrer des tensions sociales et des crises conformes au mécanisme de la lutte de classe.

On ne se laissera pas prendre non plus aux apparences du comportement quotidien du notable envers ses clients. Les observateurs extérieurs ont eu trop vite fait d'interpréter la familiarité qui prévaut dans les rapports humains et l'absence des formes extérieures du respect hiérarchique propres aux sociétés "policées" comme le signe d'un égalitarisme profond de la société insulaire. Valéry écrivait au début du XIXe siècle : "Les riches étant tous propriétaires, vivant de leurs terres au milieu de leurs fermiers et de leurs bergers qu'ils traitent avec beaucoup plus de politesse qu'on ne le fait en France. Souvent on voit le maître assis à table avec ses ouvriers qui l'appellent par son nom de baptême." Ces notations sont exactes et pareil comportement n'est point le fait d'un paternalisme calculé, il est inhérent à la réalité des relations interpersonnelles, mais il n'est point généralisable et il conviendrait de nuancer le tableau en évoquant l'importance dans certaines régions plus particulièrement de signes extérieurs de respect hiérarchique, telle l'appellation de Sgio, le fait de se découvrir, la manière de se tenir, en présence du notable, la foule des petites choses qui se font ou qui ne se font pas suivant les circonstances et qui constituent la codification vécue des rapports humains... l'ethnologue est mieux en mesure que l'historien d'en dresser l'inventaire. Par ailleurs l'égalitarisme apparent n'entame en rien le rapport

réel de dépendance pas plus que le paternalisme ne suffit à résorber l'antagonisme de classe.

Les divisions factionnelles constantes ne doivent point faire oublier la solidité des solidarités horizontales au sein de la classe des notables. L'examen des stratégies matrimoniales à quelque époque où l'on se place nous en donne la preuve. L'endogamie sociale est de règle ; l'ambivalence du mariage qui a pour fonction de resserrer les liens entre groupes familiaux alliés ou de neutraliser un groupe ennemi déclaré ou en puissance (cf le mariage dans les paix entre familles) fait que les principali s'unissent entre eux et ne gaspillent point cette pièce essentielle qu'est la carte matrimoniale dans le jeu clanique. Une union avec une famille de condition modeste, même cliente, est conçue comme une mésalliance et elle est stérile du point de vue de la dynamique du renforcement du pouvoir clanique. Le notable marie sa fille avec son homologue dans un rayon qui dépasse souvent l'horizon villageois en s'étendant au cadre de la pieve ou du canton, de la région, ou au-delà pour les "grandes familles". Il en était déjà ainsi au Moyen-Age avec les mariages conclus entre familles caporalices du Deçà des Monts et familles seigneuriales du Delà. On connaît bien la stratégie matrimoniale de Paoli qui donna ses nièces en mariage aux membres les plus représentatifs de familles de notables de Balagne, ce qui lui permit d'étendre son réseau de clientèle dans cette province. Evoquons encore l'arbre généalogique des Matra au XVIIIe siècle : on y relève les patronymes des Ceccaldi, des Buttafuoco, des Limpari, des Rivarda, des Gaffoni comme autant de pièces du réseau clanique de la famille. A l'égard des clients, les chefs ont recours non point aux alliances matrimoniales mais au mécanisme du parrainage qui sert à sceller le lien de patronage. La preuve en est abondamment donnée par la consultation des registres de baptême où les noms des membres des familles influentes reviennent régulièrement comme parrains ou marraines. Les Bonaparte d'Ajaccio portaient régulièrement sur les fonds baptismaux les enfants de leurs clients du Borgo ou de l'arrière pays et lorsque naquit Napoléon, son père lui donna pour parrain le puissant Giubega, "homme d'influence" bien placé sous l'Ancien Régime pour aider la famille à gravir les échelons de la hiérarchie sociale.

On peut relever aussi qu'il s'établit de fait une hiérarchie respectueuse des clivages sociaux dans la pratique de la recommandation. Les interventions des chefs auprès de l'autorité supérieure en faveur des membres de leur clan ne risquent point de compromettre le statu quo social : aux gens de la même classe sont réservées les démarches pour l'obtention d'une place dans une université italienne, d'un bénéfice ecclésiastique d'un bon rapport ou d'un emploi administratif de haut niveau... C'est ainsi que sous l'Empire romain s'accomplissaient déjà les carrières administratives au sein de la classe équestre par le biais de la recommandation sélective auprès de l'Empereur ; dans le genre littéraire de la

lettre de recommandation on peut rapprocher certaines lettres de Paoli de celles du rhéteur Frontin!

*LE CLANISME COMME MOYEN D'EXPRESSION DES CLIVAGES "HORIZONTALS"
ET COMME INSTRUMENT DE DOMINATION DE CLASSE*

A chaque grand moment de l'histoire insulaire, alors même que jouent pleinement les solidarités verticales, l'ambiguïté de la situation est latente et la contradiction s'exprime souvent entre les objectifs de classe des chefs et les aspirations populaires de ceux qui les suivent. Lorsque le peuple s'arme au XIV^e siècle pour se débarrasser des seigneurs, les caporaux qui les mènent au combat aspirent eux-mêmes à devenir seigneurs (3). Lorsqu'éclate en 1730 la révolte anti-génoise, les "rebelle" de Castagniccia sont bien plus hostiles à la Sérénissime République que ne le sont les capi plutôt enclins à une solution de compromis qui leur confèrerait, entre autres choses une place plus grande dans l'appareil d'Etat et qui instituerait en Corse un ordre de noblesse auquel ils puissent accéder. Ces mêmes chefs réussirent d'ailleurs à infléchir dans le sens de leurs propres aspirations le courant de révolte en le canalisant et une de leurs principales préoccupations fut, sous prétexte de répression du banditisme, de contenir certains débordements incontrôlables. Les revendications de cette même classe en 1789 sont tout à fait conformes aux aspirations des bourgeoisies européennes telles qu'elles se manifestent tout au long du grand mouvement des révolutions européennes du XVIII^e siècle et elles sont bien en deçà de certains objectifs populaires qui, en Corse comme ailleurs, ne sont pas loin de remettre en cause le régime de la propriété privée et autres fondements de l'ordre établi, fût-ce au nom d'un retour au mythique temps du "commun".

Ce qui reste vrai c'est que la structure de classe a du mal à supplanter la structure clanique qui tend à la masquer en freinant ou en détournant ses pulsions. Le plus souvent on est en présence de situations hybrides dont il convient d'analyser les composantes. Plus qu'on ne croirait des clivages d'apparence purement clanique cachent ou servent à véhiculer de véritables clivages de classe en dépit du fait que les chefs appartiennent au même groupe social. Il faudrait pouvoir examiner de près la composition des groupes qui s'affrontent à diverses époques sur le mode bipartite et aller au-delà de l'affirmation trop facile suivant laquelle on n'aurait affaire qu'à des rivalités claniques. Contentons-nous ici de quelques exemples empruntés au passé.

La rivalité des Pozzo di Borgo et des Bonaparte est bien connue et on sait qu'elle éclata en Corse même en 1792 à l'occasion du

fameux scrutin pour l'élection des officiers des gardes nationales. On sait aussi que ces deux familles recrutèrent leurs clients dans des milieux différents. Les Pozzo di Borgo et les Peraldi avaient de nombreux partisans au cœur même de la ville d'Ajaccio, en particulier auprès des corailleurs et des marins du port ainsi que dans certains villages de l'intérieur (Alata, Appietto, Cauro) où elles étaient bien implantées.

Les Bonaparte, par contre, avaient surtout leurs fidèles parmi les gens du Borgo et dans les villages de montagne de l'arrière-pays, à Bocognano et à Bastelica notamment, sur la double base de leur réseau de parentèle et du groupe des bergers qui dépendaient d'eux économiquement. Chuquet avait déjà bien montré l'importance de l'élément pastoral dans le clan Bonaparte. Quand on pense à la charge d'animosité de ces bergers à l'égard de la ville d'Ajaccio et des Ajacciens en général, on n'explique pas tout en faisant état d'un fatal antagonisme entre cittadini e paesani pour rendre compte des troubles survenus au printemps 1792. Il faut surtout rappeler que les paesani en question sont porteurs de revendications et de rancœurs bien précises qui découlent de la spoliation dont ils ont été l'objet au profit de la ville des terres littorales qui constituaient la complémentarité indispensable de leur terroir de montagne dans le cadre d'un genre de vie semi-nomade. A la spoliation coloniale effectuée dès la fin du XVe siècle par l'office de St-Georges au moment de la fondation d'Ajaccio, s'est ajouté l'individualisme agraire qui eut pour effet de réduire progressivement l'accès des terrains de parcours ou de semailles d'hiver aux populations montagnardes du fait de l'extension des enclosures et du progrès des cultures arbustives. Que ce mouvement se soit fait essentiellement au profit de la bourgeoisie ajaccienne à forte assise foncière n'a point empêché les pastori de globaliser leur mécontentement contre l'ensemble de la ville et de ses habitants et c'est cela qui s'exprime dans les excès commis par les partisans de Bonaparte en 1792 à Ajaccio. La question agraire indissociable de l'antagonisme de classe avec une connotation tantôt coloniale, tantôt féodale, parfois les deux à la fois, rend compte d'un certain radicalisme révolutionnaire en Corse en 1789 perceptible dans le Vicolais, dans la région de Coti Chiavari ou dans le Niolo. Le clanisme a très bien pu occasionnellement véhiculer les tensions nées de cette situation — pensons ici aux Vicolais obligeant les autorités locales à arborer la cocarde tricolore et à prendre la tête d'une expédition contre les Grecs de Cargèse pour récupérer les terres ancestrales. Déjà en 1730 lors des premières émeutes anti-génoises lorsque les habitants de l'intérieur prenaient pour cible Bastia, ils visaient autant que le siège du gouvernement de la Sérénissime République la ville où se tenaient les affameurs et les accapareurs de grain et ils étaient motivés, sans pour autant en avoir vraiment conscience, par un antagonisme de classe.

Nous-même avons été tenté autrefois de donner une place par

trop exclusive au phénomène clanique et aux relations interpersonnelles à propos de la Corse au moment de la Révolution. Une étude plus fine de certains épisodes doit permettre de mieux retrouver le fil des antagonismes de classe occultés par des formes d'expression clanique. Ainsi, à la fin de la période du gouvernement anglo-corse, lorsque Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie prend directement en main l'opération de reconquête républicaine de l'île, il dirige son action vers les régions où le potentiel révolutionnaire est le plus grand en dépêchant Bonelli à Bocognano, Costa à Bastelica et Subrini dans le Vicolais ; ces hommes influents, officiers de l'armée d'Italie mais plus encore lieutenants claniques de Bonaparte n'ont de prise sur leurs compatriotes que dans la mesure où ceux-ci sont motivés par des objectifs d'ordre socio-économique propres. Lorsque la reconquête républicaine dévoile son vrai visage de restauration bourgeoise et s'en tient aux principes de la Constituante en prévenant le retour et les bavures du radicalisme révolutionnaire, la contradiction de classe apparaît. Ainsi les Vicolais qui profitèrent du départ des Anglais pour, une fois de plus, envahir le territoire des Grecs de Cargèse afin de récupérer leurs terres se heurtent à l'opposition du général Gentili, fidèle représentant de Bonaparte en Corse. Les prises de position du général exprimées dans sa correspondance (4) méritent d'être évoquées pour mesurer le fossé idéologique qui le sépare des aspirations populaires : "J'apprends écrit-il en novembre 1796, que les habitants de plusieurs communes du district de Vico se sont mis en insurrection aussitôt après le départ des Anglais et ont marché les armés à la main contre la commune de Cargèse, en ont chassé tous les habitants et se sont emparés de vive force de toutes les propriétés des Grecs. Il est important d'arrêter sur le champ les progrès de cette insurrection, de faire dissoudre sans délai cet attroupement et de protéger les personnes et les propriétés des habitants de Cargèse qui doivent être maintenus dans la jouissance de tout ce qu'ils possédaient au moment où les Anglais ont abandonné le pays" ou encore "Le gouvernement veut que les personnes et les propriétés soient respectées. La conduite des habitants de Vico est un attentat qu'il faut réprimer avec fermeté ; s'ils veulent résister il faut les traiter comme rebelles". Au-delà des liens personnels et des réseaux claniques apparaît nettement ici le clivage de classe. A la même époque, lorsque les habitants de la Mezzana et de manière plus générale de la basse vallée de la Granone font pression sur Ajaccio et incendient les propriétés de Peraldi, un des chefs les plus en vue du gouvernement anglo-corse et gros propriétaire foncier dans cet arrière-pays d'Ajaccio, ils réagissent contre le représentant le plus notoire de cette bourgeoisie consolidée par la législation du parlement anglo-corse ; c'est un homme nous dit Rossi qui "aimait l'ordre et qui ne pouvait supporter les dissensions qui pouvaient conduire à une nouvelle révolution".

Le témoignage du commissaire Constant sous la Restauration (5) permet de mieux camper cette famille Peraldi qui dispose de plus de cent mille écus en numéraire : "Il faut savoir que la famille Peraldi n'a pas perdu un pouce de propriété rurale, quelques barques seulement leur ont été vendues mais les Anglais leur ont remboursé le prix au quintuple". Peraldi était ancien paoliste et pro-anglais, ex-conventionnel ; son fils est député sous la Restauration et il fait profession de royalisme : "Il a dans ses greniers encore intacte sa dernière récolte de grains qu'il a déclaré ne vouloir vendre que quand ils auraient atteint le prix de 5 francs la mesure ... et il a encore dans sa cave sa dernière récolte de vin parce que le prix de 10 centimes la bouteille ne lui convient pas encore". On comprend rétrospectivement le fondement de l'hostilité des paysans de l'arrière-pays en 1796 contre ces accapareurs. Ici, on ne saurait se contenter de parler d'opposition clanique entre le groupe animé d'une part par les Bonaparte et les Bonelli de Bocognano et le clan Pozzo di Borgo/Peraldi bien implanté dans la ville d'Ajaccio. Une preuve supplémentaire nous est donnée par l'attitude des bouviers ajacciens en 1796 : lorsque les chefs ajacciens leur demandent de faire front contre les paesani qui menacent la ville, ils répondent : "ceux qui se trouvent hors des murs sont nos parents et amis contre lesquels nous ne pouvons ni nous ne voulons nous armer". Solidarité familiale certes mais il faut surtout remarquer que les paesani qui s'installaient à Ajaccio entraient dans la dépendance économique de la bourgeoisie locale à forte assise foncière et cela fortifiait leur conscience et leur solidarité de classe qui s'expriment dans les périodes de crise.

Lorsqu'au XIXe siècle dans les villages, les clivages sociaux s'accroissent dans le contexte de la poussée démographique et de la mise en valeur des terres suivant les préceptes de l'économie rurale bourgeoise et conformément au droit sacro-saint de la propriété privée, on assiste, dans les moments de crise de régime et surtout en 1848, à des flambées révolutionnaires où les notables propriétaires ruraux doivent faire face aux victimes de l'évolution. Là encore il a pu arriver que ces tensions sociales passent par le moule du clanisme : on le voit par exemple à Calenzana où les "Rouges", surtout des bergers, se groupent derrière un Guidoni, notable local, en le poussant à rivaliser avec les Marini et les gros propriétaires qui détiennent le pouvoir municipal.

Evoquons encore ce qui se passa à Sartène en 1830 en suivant un récit de l'époque (6) : "Deux partis divisent depuis longtemps le pays. D'un côté ce sont les Roccaserra, les Durazzo et Pietri, ex-préfet, représentant l'aristocratie, de l'autre se trouvent les Ortoli, Pietri et Susini représentant la bourgeoisie. L'orgueil des familles Roccaserra, Durazzo et Pietri est inconcevable ; en possession du pouvoir municipal, les membres de ces familles l'ont toujours exercé avec une espèce de patronage tyrannique qui souleva plus d'une fois contre elle l'indignation du peuple". Voilà bien une situation clanique posée en termes de lutte de classe. En août 1830 à l'annonce de la révolution parisienne, "le peuple s'abandonna aussitôt

à ces mouvements d'enthousiasme avec lesquels fut accueilli et salué dans la France le retour au drapeau national ... le 14, on avait planté un mai sur la place publique. L'usage veut que le mai soit brûlé en réjouissance de la fête que l'on célèbre ; c'est un honneur d'y mettre le feu et cet honneur est réservé à des personnes distinguées par leur caractère ou par leur fonction. Le maire osa prétendre à cette faveur que le peuple lui refusa avec dédain et avec colère. "Inquiets devant cette pression populaire, les "Santanninchi", c'est-à-dire le parti des Sgio ayant pignon sur rue au quartier St-Anne rappellent le préfet titulaire Peraldi, mobilisent leur clientèle : "... de grand matin on vit descendre à Sartène des bandes de paysans armés de pied en cap ; la place St Anne en fut bientôt couverte... "De son côté le parti populaire met en place, en dépit de l'interdiction du maire, la garde nationale et décide de la faire défiler dans la ville ... jusqu'à la faire passer -suprême outrage- sur la piazza Sant Anna (cette place dont un pittoresque Sgio de Sartène déplorait en ce début de siècle : "A piazza Sant Anna divente una piazza publica !" Les aristocrates se rebiffent et lancent une mise en garde en ces termes "Attenti le nostre porte morsicano" (attention, nos portes mordent !) et c'est l'incident : des coups de feu qui partent d'une maison et deux morts étendus dont le commandant de la garde nationale.

L'antagonisme de classe est ici patent même si c'est un Ortolini de "bonne" famille qui se trouve à la tête du parti populaire. On peut dire que les événements de 1830 ont été vécus à Sartène révolutionnairement. La réalité est en fait plus complexe. On remarque que le parti populaire (dit "bourgeois" dans le texte) ne regroupe pas l'ensemble de ceux qui se trouvent au bas de la hiérarchie sociale. Les solidarités verticales ont joué et on voit que les Santanninchi ont été secourus par leurs clients, paysans ou bergers descendus des montagnes. Il s'agit de leur clientèle directe, de pauvres gens vivant dans leur dépendance économique mais qui leur sont fidèles ; ce sont eux déjà que l'on trouve en 1800 participant au siège de Sartène où est établie une municipalité républicaine, en suivant les bandes de contre-révolutionnaires débarquées dans le Fiumorbo ; sans doute venaient-ils au secours de leurs maîtres déjà débordés en ce temps par le parti bourgeois ou populaire. Ceux qui par contre composent le parti Ortolini et qui ont le mauvais souvenir de cette incursion des montagnards au moment de la révolution française, sont des artisans, des petits commerçants, des colons ou laboureurs qui pour la plupart ont aussi une origine et des attaches dans les montagnes de l'arrière-pays ; leurs ancêtres chassés par la misère sont venus s'établir à Sartène ou dans les environs et y ont fait souche en s'employant d'abord comme bergers ou laboureurs au service des Sgio puis en s'installant à leur propre compte et en venant habiter les maisons du borgo. Certes tous n'ont pas acquis leur indépendance économique et un certain nombre sont restés dans la dépendance de l'aristocratie sartenaise, mais, avec le temps,

s'est affirmée chez eux une prise de conscience de classe qui les différencie du groupe de fidèles englobés dans l'étroit réseau de clientèle. On est en présence en fait d'une division tripartite de la société : au sommet de la hiérarchie les Sgio, grands notables aux prétentions nobiliaires ; au-dessous d'eux mais avec eux, le groupe de leurs clients, bergers, colons, ou parents ; à côté mais contre eux, les populaires ou les habitants du bourg (ce n'est pas la même chose que les bourgeois) qui se dressent contre la clique locale qui accapare la richesse, le pouvoir et les honneurs. Ces derniers exploitent à l'occasion les contradictions internes de la classe dominante ; de là leur soutien à Ortolini en 1830.

Cette division tripartite de la société qui ne compromet pas le bipartisme politique se retrouve également dans l'Alta Rocca et dans la région de Porto-Vecchio. Nous avons déjà examiné par ailleurs la structure sociale dans cette dernière région au XVIII^e siècle en notant l'emprise d'un certain nombre de notables confortablement possessionnés à la montagne d'où ils sont pour la plupart originaires et à la plaine où ils arrondirent leur patrimoine privé aux dépens des terres domaniales ou des terres communes. Là encore il s'agit de Sgio entourés de leur clientèle de bergers, de colons ou de petits propriétaires originaires des mêmes communautés villageoises de la montagne qu'eux. La solidarité communautaire entre les familles aborigènes de ces villages de montagne est très forte par rapport aux "autres" en dépit des clivages factionnels internes et c'est dans ce cadre que se sont formés les cercles de clientèle qui n'englobèrent qu'une partie des gens venus d'ailleurs et qui s'employèrent au service des Sgio comme bergers ou comme colons. Au sein de cet ensemble ce sont les solidarités claniques qui prévalent. Mais à côté il y a les autres composés d'une part des montagnards qui installés à la plaine n'ont jamais été intégrés dans la maisonnée des grands soit qu'ils aient vécu del suo soit qu'ils n'aient été que partiellement dans la dépendance économique de ces derniers ; au même niveau se situent ceux qui bien qu'aborigènes des mêmes villages que les Sgio sont les descendants de familles de pastori progressivement rejetés de leur communauté d'origine et contraints de s'installer à la plaine où, bien que sédentarisés et même devenus souvent autant agriculteurs que bergers, ils ont conservé la macule de leur origine pauvre et continuèrent à être appelés pastori avec une affectation de mépris dans ce terme qui s'est conservée jusqu'à nos jours. Sont venus enfin s'agréger à ce groupe, autant à la montagne qu'à la plaine, les familles d'immigrants italiens qui n'ont jamais été véritablement intégrés dans les communautés où ils se sont établis et qui, en dépit de certaines apparences, n'ont jamais pu être des clients au même titre que les autres. C'est dans ce deuxième ensemble victime de l'exploitation des Sgio que s'est forgée une conscience de classe qui s'est manifestée très tôt par de vives tensions sociales. C'est la situation à Porto-Vecchio,

à Conca, aussi bien qu'à Sotta ou à Serra di Scopamène ; elle n'est pas simple et nous ne dégageons là que quelques lignes explicatives qui ne rendent pas compte de toute la réalité. Toujours est-il que c'est dans les pastori, dans les migrants rejetés de la montagne par la misère ou la surpopulation relative et chez ceux qu'on appelle les Lucchesi que semble bien se trouver la racine de ces bastions ou noyaux "rouges" du Sartenais, de l'Alta Rocca et de la Région de Porto-Vecchio qui constitue la zone de la Corse où historiquement le phénomène de structure et de conscience de classe est le plus perceptible. Il n'est pas paradoxal de constater que c'est là aussi que se trouvent les plus beaux exemples de structure clanique. Sartène fut la première grosse bourgade insulaire à avoir sous la troisième république un maire républicain porté au pouvoir par le même courant populaire signalé à propos des événements de 1830 et renforcé plus tard par une forte immigration italienne (les gens de la "carrulata" du nom des chariots sur lesquels ils étaient arrivés) ; la Résistance n'explique pas à elle seule l'installation durable d'une municipalité de gauche et la présence d'un parti communiste bien implanté dans ce Mezzogiorno de la Corse où domine la grande propriété latifundiaire.

D'autres régions de Corse ont été marquées par de nets antagonismes de classe que ne réussissent point à occulter pleinement les regroupements de type clanique. A Corte par exemple, le partidone (le gros parti) a pris forme surtout à la faveur de la Révolution de Juillet 1830 autour de l'avocat Gaffory qui en fut le véritable animateur pendant deux décennies. Gaffory fut un véritable chef de clan mais c'était aussi un avocat libéral et il a recruté ses partisans au sein des éléments les plus pauvres de la communauté qui rejetaient dans un réflexe de classe l'oppression des potentats locaux, des Mariani et des Arrighi de Casanova, barons d'Empire et noyau initial du futur partitellu. Dans le proche canton d'O-messa, les Nasica et au dessus d'eux les Gavini de Campile régnèrent en maîtres et ces derniers étendaient sous le Second Empire leur influence sur le Niolo voisin ; or, aux premiers temps de la troisième République, dans cette dernière région, l'influence de Gavini s'effrite, des Niolins déclarant "de bonapartistes de la veille nous sommes devenus les républicains du lendemain pour faire échec à Gavini...", mais c'est qu'entre temps Gavini a lésé les intérêts des bergers en appliquant et faisant appliquer sans ménagement les préceptes de l'économie rurale bourgeoise en matière de suppression de la vaine pâture et de la limitation des zones de parcours du bétail : là, la réaction de classe autant que la fidélité aux servitudes communautaires ancestrales ont été plus fortes que le lien clanique.

Le clan a pu recouvrer en d'autres circonstances des solidarités d'intérêts sur des bases plus proprement économiques que familiales sans qu'on ait directement affaire à des regroupements de classe :

nous pensons par exemple au clan Giuliani au temps de Paoli fortement implanté en Balagne où il était devenu le parti des Balanins contre les envahisseurs niolins qui dévastaient les propriétés en venant faire paître leurs troupeaux dans le pays ; gros propriétaires et petites gens s'y retrouvaient en ayant à défendre les mêmes intérêts d'autant que les bergers balanins étaient concurrencés par les Niolins.

S'il est vrai enfin que l'idéologie a toujours peu compté dans les clivages claniques du monde des villages, au niveau des sequaci et des partitanti il ne faut pas la mésestimer lorsqu'il s'agit des capi di partito qui y furent très sensibles parce que plus acculturés et plus intégrés dans l'ensemble national. Dès la Révolution Française, s'agissant des chefs, on peut leur appliquer les termes de révolutionnaires, girondins, jacobins, réactionnaires, qui recouvrent des réalités idéologiques, de même qu'il y eut plus tard des familles dirigeantes authentiquement libérales, bonapartistes ou républicaines.

Ici se posent les problèmes du patronage politique exercé par les élites. Les historiens de la France des campagnes du XIXe siècle tels que Agulhon pour le Var, Barral pour l'Isère, Vigier pour les départements alpins, Corbin pour le Limousin (7), s'y sont trouvés confrontés. Tous ont fait place au phénomène qui est général mais d'une importance plus ou moins grande suivant les régions. Le cas du Var diffère par exemple de celui du Limousin. Dans cette dernière province, Corbin a observé comment en 1848 les membres de la bourgeoisie libérale — gens du barreau et de la magistrature notamment — ont pu influencer les électeurs au moment du scrutin en jouant le rôle de guides et de conseillers auprès d'une masse en grande partie analphabète et dépourvue d'une conscience politique ; mais le même auteur marque les limites du "patronage démocratique" en observant qu'à la différence de ce qui se passe dans le Var, étudié par Agulhon, pour que le phénomène ait eu plus de portée, il eût fallu "d'autres structures sociales (et cela) eût impliqué que la bourgeoisie disposât d'un réel prestige, ce qui n'était pas le cas en Limousin", ajoutant encore "ici les masses sont trop peu sensibles au prestige de la fortune comme à celui du talent et, d'une manière générale, adoptent une attitude trop ironique à l'égard de qui les dépasse pour éprouver le désir d'imiter sans cesse le bourgeois". Ainsi, en dépit d'analogies incontestables, le schéma évolutif suggéré par M. Agulhon à propos du Var concernant le passage d'une structure de patronage à une structure égalitaire par la transition (au milieu du siècle) du patronage démocratique ne saurait être appliqué au Massif Central. Par contre, nous sommes plus proches de cette situation en Corse en ce qui concerne les deux premières étapes et, comme Agulhon, nous pouvons dire que "la démocratie si naturelle qu'elle se raise en ce milieu associatif qu'est le Midi, a dû y cheminer d'abord par la structure verticale du patronage".

Mais la différence essentielle entre le Var et la Corse, c'est que dans ce dernier département on est passé par les deux premières phases... mais on attend encore, même de nos jours, la troisième, tant est forte la structure initiale du patronage. Là est l'originalité insulaire : la différence avec d'autres régions continentales n'est point une différence de nature mais de degré, encore que le cumul d'accentuation de traits structurels puisse engendrer une situation régionale très spécifique. La question est aussi de savoir dans quelle mesure les chefs étaient suivis par pure fidélité clientélaire — comme Gavini qui fit voter en masse les populations du sillon central pour Cavaignac en 1848 et qui fut suivi tout autant lorsqu'il leur demanda de voter pour Bonaparte — ou bien si les bastions claniques marqués par une coloration politique reposent également sur des réalités économique-sociales telles que la distribution de la propriété. Ici se pose notamment, pour la période contemporaine, le problème du succès du radicalisme en Corse. Est-il dû à l'influence de fortes personnalités chefs de parti qui ont donné le ton en sorte que l'on est radical de père en fils parce qu'on d'une famille landryste, campinchiste ou giacobiste ? Est-ce que, comme dans le Sud-Ouest, le radicalisme est la forme politique qui a le mieux intégré la structure clanique en valorisant les liens interpersonnels et les rapports de patronage, et de là viendrait la place qu'il occupe dans la carte politique insulaire ? Faut-il faire état de l'importance de la structure de la petite propriété et de l'attachement à l'individualisme qui expliquerait aussi bien le ralliement, tardif certes mais réel, au régime républicain que la répulsion à l'égard d'idéologies socialisantes ? Tout est loin d'être dit lorsqu'on se contente de parler de clan ou de classe. On s'est refusé à se risquer sur le terrain de la géographie politique de la Corse en raisonnant comme le faisait déjà le préfet Jourdan lorsqu'il écrivait au ministre de l'intérieur en 1834 :

"En Corse, les affections de famille, les relations d'affaires et de patronage, plutôt que les convictions politiques, dictent les suffrages... de sorte qu'on ne peut guère ici faire des statistiques électorales qu'autant que les candidats et leurs clients sont connus".

Dans les classifications en cours d'élaboration en matière de typologie des sociétés rurales et de géographie électorale, on fait entrer la Corse dans la catégorie des "hiérarchies acceptées" en faisant d'elle un "cas particulier caractérisé par l'esprit de clientèle". Notre longue incursion dans le passé insulaire et la prise en considération des différences régionales et micro-régionales nous amènent à penser que sous des dehors apparemment très simples se cache une réalité très complexe et très variée et qu'il y a place pour une sociologie électorale dont les fils conducteurs ne peuvent être qu'historiques. Ouvrons en conclusion cette perspective de recherche qui appelle la multiplication des approches monographiques.

Francis POMPONI

N O T E S

- (1) - P. Bourdieu, Esquisse d'une théorie de la pratique, Droz, Genève 1972
- (2) - M. Mollat et Ph. Wolff, Ongles Bleus, Jacques et Ciampi, les révolutions populaires en Europe aux XIV^e et XV^e siècles, Calman Levy, 1970.
- (3) - R. Emmanuelli, Le pacte de 1358 et la commune de Corse, Etudes Cor-
ses N° 4, p. 15.
- (4) - La Corse après l'occupation anglaise ; correspondance du général
Gentili, BSSHNC, n° 453-456, 1923
- (5) - Rapports de Constant, p. 325
- (6) - P.A. Pietri et varia auctores, Mémoire sur l'assassinat commis à
Sartène le 16 septembre 1831, Bastia 1832.
- (7) - M. Agulhon, La République au village, Plon 1970
Ph Vigier, La Seconde République dans la région alpine, PUF 1963
A. Corbin, Archaisme et modernité en Limousin au XIX^e siècle, ed Mar-
cel Rivière, 1975.